



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français
 Superficie : 114 760 km²
 Population : 11,8 millions d'habitants

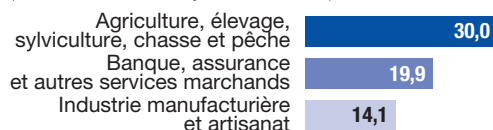
Densité : 102,8 habitants/km²
 Taux de croissance démographique : 2,7 %
 Part de la population urbaine : 47,9 %

Économie

Classement *Doing Business* 2020 : 149^e/190
 Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 158^e/189
 Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 3,6
 Indice compétitivité-prix (Ferdinand, 2018) : 53/100
 Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur
 Niveau de concentration des exportations (indice de Theil, 2015) : 4,1 (4,3 pour l'ASS ¹)
 PIB par habitant (2019) : 1 219 dollars
 Taux de croissance (2019) : 6,9 %
 Inflation (2019) : - 0,9 %
 PIB (2019) : 8 432 milliards de francs CFA

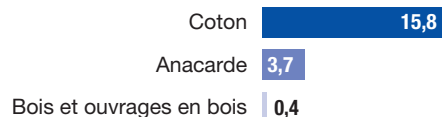
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2015-2019)



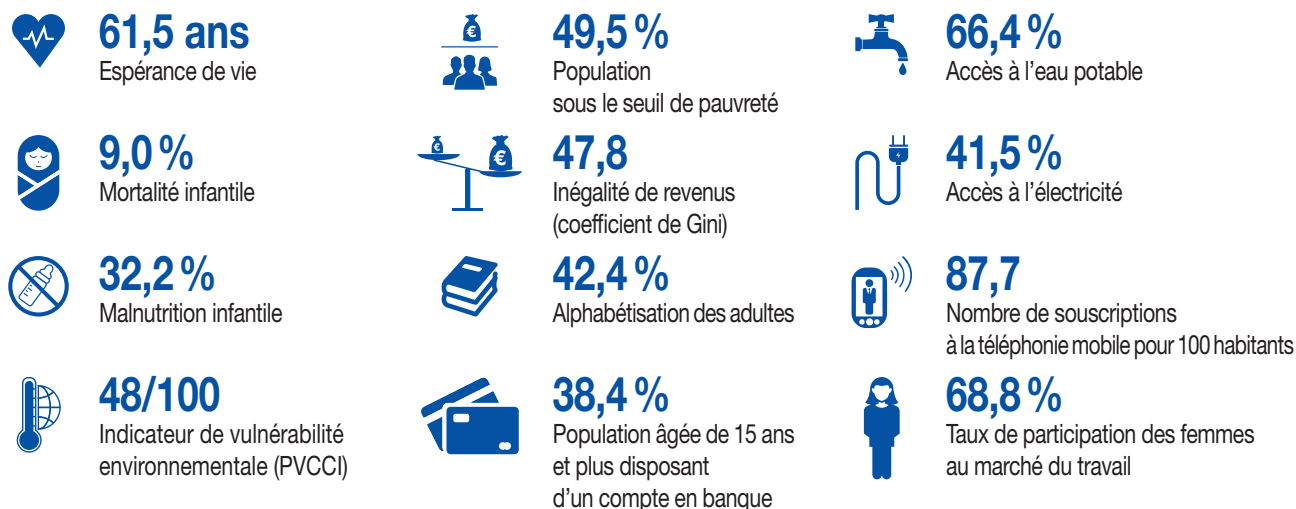
Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2015-2019)



¹ Afrique subsaharienne.

Développement humain et infrastructures



Sources et métadonnées.

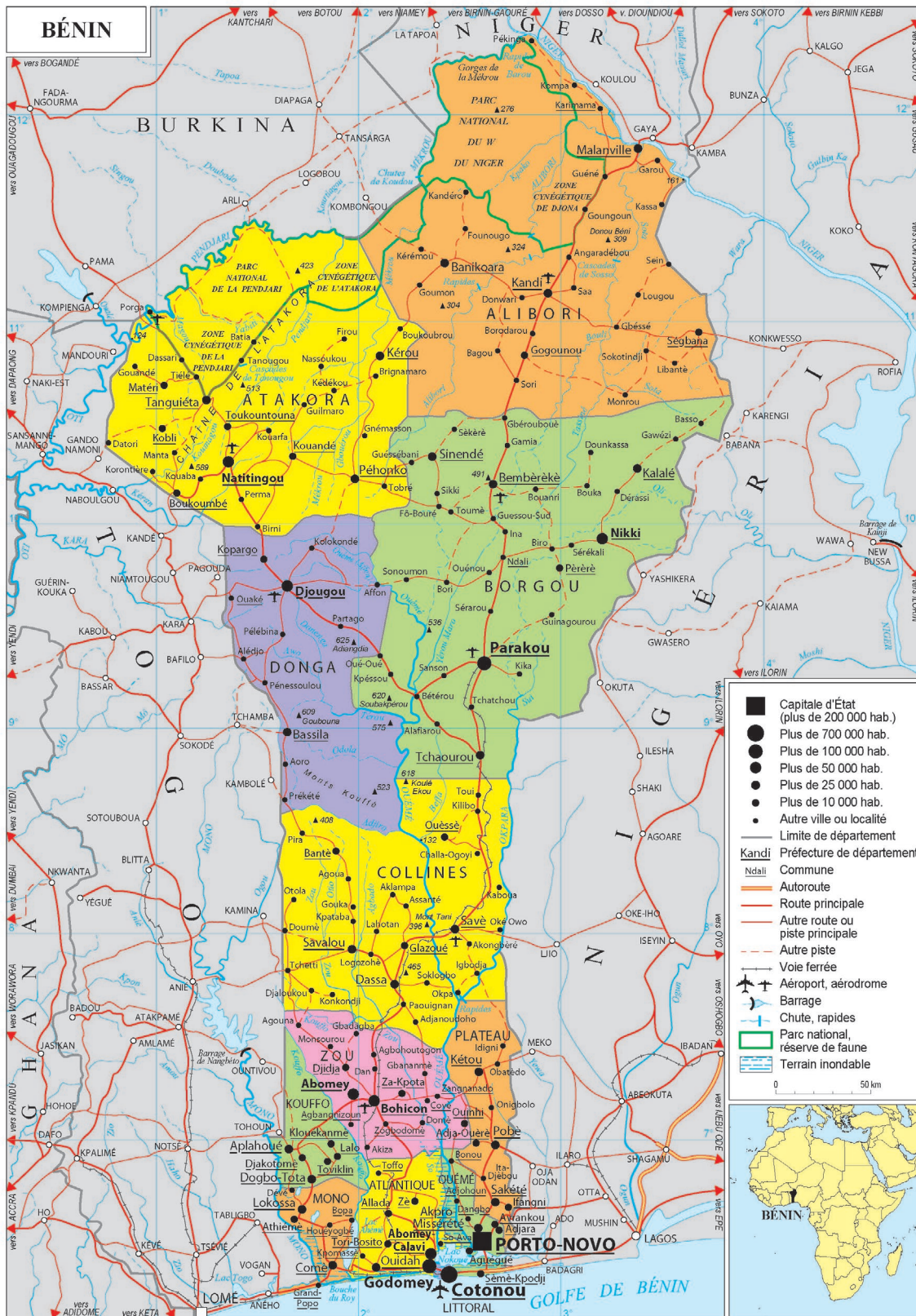
AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service de l’Afrique et du Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d’une collection couvrant les différents pays membres de l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l’Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



Faits saillants

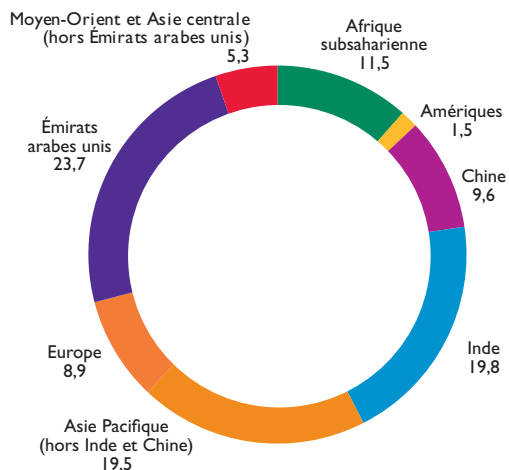
- En 2019, la croissance économique (PIB) a continué d'augmenter pour la quatrième année consécutive, se situant à 6,9% ; elle devrait baisser à 3,5% pour 2020 en raison des effets de la pandémie sur le commerce extérieur.
- Le Bénin bénéficie d'un prêt du Fonds monétaire international (FMI) au titre de la **facilité de crédit rapide**, approuvé le 10 décembre 2020, pour un montant équivalent à 123,8 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), soit environ 176 millions de dollars américains.
- Pays dépourvu de ressources minières, le Bénin cultive essentiellement du coton, principale culture de rente. Voisin occidental du Nigéria, le pays a une économie très liée à celle du géant économique de la région, dont le PIB représente plus de 30 fois celui du Bénin (d'après les données 2019 du FMI).
- À la suite de son élection en mars 2016, le président Patrice Talon a lancé à la fin de cette même année le programme d'actions du gouvernement (PAG), qui s'articule autour de 45 projets phares, pour un montant de 9039 milliards de francs CFA. L'objectif est de créer 500 000 emplois directs et induits en cinq ans. Les prochaines élections sont prévues en 2026.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie du Bénin, pays à revenu intermédiaire inférieur (PIB par habitant de 1 219 dollars américains en 2019), repose surtout sur les ressources agricoles, par ailleurs limitées, et sur l'activité portuaire de Cotonou. Avec une population estimée à 11,8 millions d'habitants et une croissance démographique de 2,7% en 2019, l'économie continue de progresser à un rythme soutenu depuis 2016 et les perspectives de croissance demeurent très favorables pour les années à venir. Le coton et l'anacarde sont les deux principales productions du pays, mais aussi les principaux biens d'exportation (hors réexportations). Le Bénin ne dispose pas, en effet, de ressources minières ou énergétiques. Une spécificité de l'économie béninoise est le rôle du port de Cotonou dans l'activité économique du pays. Son rôle remonte à l'époque de la guerre du Biafra, lorsqu'en raison de la fermeture du port de Lagos les commerçants nigériens s'approvisionnaient via le Bénin.

En dépit de la forte croissance des exportations de coton, la balance courante du Bénin est structurellement déficitaire (à hauteur de 5,9% du PIB en moyenne entre 2016 et 2019).

Destinations des exportations du Bénin (2014-2018)
(en %, en moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Bénin

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA(XOF) par kilogramme)

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Coton graine	451,2	598,0	726,8	750,0
Prix d'achat aux producteurs	260,0	260,0	265,0	265,0
Tubercules				
Manioc	3 892,3	4 078,6	4 324,5	4 525,5
Igname	3 041,2	2 885,2	3 353,1	3 365,5
Céréales				
Maïs	1 376,7	1 514,9	1 544,0	1 580,8
Mil et Sorgho	154,8	180,3	185,9	186,3
Riz paddy	281,4	361,3	374,7	406,1
Arachides	137,2	156,9	213,3	229,5

Sources : BCEAO et administrations nationales.

Ce déficit s'explique par d'importantes importations, de produits pétroliers pour une part, mais surtout de produits agricoles. En raison de sa frontière avec le Nigéria, pays non autosuffisant en produits agricoles, de nombreux produits alimentaires ont néanmoins vocation à être réexportés vers ce pays, mais bien souvent en dehors des canaux officiels (à l'instar du riz et de la volaille congelée). En moyenne, entre 2014 et 2018, ces réexportations ont représenté les deux tiers des exportations totales. Les ressources douanières liées à ces activités de réexportations constituent donc une part non négligeable de revenus pour le budget béninois, et les opérations de change qui en découlent constituent parfois des revenus très importants pour les banques. Enfin, malgré son appartenance à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Bénin n'a que peu de relations commerciales avec ses partenaires régionaux, hormis le Mali et le Nigéria.

Comme pour les autres pays de l'UEMOA, l'inflation au Bénin est faible, principalement en raison de l'ancrage de sa monnaie à l'euro. Sur la période 2017-2019, l'inflation en moyenne annuelle s'est élevée à 0,6 %. Les hausses temporaires de l'inflation sont généralement liées à des perturbations des circuits d'approvisionnement, comme l'illustre l'année 2020.

Les indicateurs de développement humain restent, pour certains, à des niveaux très faibles et inférieurs à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (ASS). L'indice de développement du Bénin le place en 163^e position sur 189 pays, selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud, 2019). En revanche, la proportion de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté est en recul entre 2014 et 2019 (passant de 68,3 % à 49,5 %). Cette évolution positive suggère que l'économie béninoise est désormais plus inclusive.

¹ 5 143 cas et 69 décès en raison de la jeunesse de la population (taux d'incidence inférieur à 20 cas sur 100 000 personnes sur 14 jours mi-février 2021, selon le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies). Le faible taux d'équipement sanitaire explique toutefois la grande incertitude autour de ces données, en raison de l'absence de tests systématiques.

Activité économique et inflation au Bénin

(en %)

	2017	2018	2019	2020 ^{a)}
Variation annuelle du PIB	5,7	6,7	6,9	3,5
Inflation (en moyenne annuelle)	1,8	0,8	- 0,9	2,1

a) Prévisions.

Source : BCEAO.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

La croissance économique béninoise a été portée en 2019 par le secteur agricole — surtout par les exportations de coton —, par les activités portuaires, ainsi que par le bâtiment et les travaux publics (BTP). Les exportations de coton, en particulier, ont progressé en 2019 (+ 9,1 %), sous l'effet des réformes agricoles engagées (renforcement des capacités des agriculteurs, distribution de graines de meilleure qualité, notamment). L'investissement public et privé, sous l'effet du programme d'actions du gouvernement (PAG), dénommé « Le Bénin révélé », demeure dynamique. Ce programme est doté d'une enveloppe d'un montant de 9 039 milliards de francs CFA d'investissements sur la période 2016-2021. Portée par la persistance attendue de ces fondamentaux favorables, la croissance devrait demeurer soutenue, voire s'accélérer à moyen terme. Le taux d'inflation (en moyenne annuelle) a baissé à - 0,9 % en 2019 (contre + 0,8 % en 2018) en raison du bon approvisionnement des marchés, bon approvisionnement induit par la hausse de la production de la campagne agricole au cours des dernières années. L'inflation devrait demeurer faible pour les prochaines années, en deçà des 3 % de la norme communautaire.

En 2020, l'activité a été fortement affectée par les effets internationaux de la crise de la Covid-19, alors même que le pays a été, selon les statistiques officielles, peu touché par la pandémie ¹. La croissance économique est revenue à 3,5 % (contre 6,9 % anticipés en 2019) tandis que l'inflation a atteint 2,1 %. La baisse de la croissance béninoise s'aligne sur celle des autres pays de l'UEMOA et reflète l'impact de la récession économique marquée au Nigéria, pays avec lequel le Bénin est fortement intégré. L'agriculture, le commerce, le transport et le tourisme ont été fortement affectés.

Le solde global de la balance des paiements est resté positif pour la seconde année consécutive en 2019, après deux années déficitaires.

Il s'est néanmoins affiché en baisse à 45,6 milliards de francs CFA en 2019, contre 196,9 milliards en 2018. Cette nette dégradation s'explique par une très forte baisse du solde financier, de 444,7 milliards à 314,5 milliards de francs CFA, conséquence de la baisse des investissements de portefeuille, l'année 2018 s'avérant en fait exceptionnelle dans ce domaine. Le déficit du compte des transactions courantes continue en revanche de se creuser, atteignant 402,7 milliards en 2019 (soit 4,8 % du PIB).

Après une relative stabilité en 2018, les dépenses budgétaires totales ont entamé un repli en 2019, de 5,5 %, alors même que le PIB était en hausse de 6,9 %.

Le déficit budgétaire est ainsi en net recul, de 2,4 points de pourcentage entre 2018 et 2019, à 0,5 %, bien en deçà des critères de convergence pour l'UEMOA, fixés à 3 % du PIB. Ces dépenses budgétaires ont atteint néanmoins 1 231,2 milliards de francs CFA en 2019, soit 14,6 % du PIB, contre 12,9 % pour les recettes hors dons. Les dépenses en capital de l'État ont fortement diminué entre 2018 et 2019 (- 25,9 %), après une première baisse entamée en 2018 (46 milliards de francs CFA, soit - 9,3 %). Ces dépenses publiques restent encore très largement financées par des ressources intérieures (69,1 %). La progression des dépenses courantes, de 5,0 % entre 2018 et 2019, demeure, quant à elle, alignée avec la progression du PIB (+ 6,9 %).

En lien avec la baisse des dépenses en capital, la dette publique a peu augmenté entre 2018 et 2019, passant de 41,1 % à 41,3 % du PIB.

Le gouvernement, afin d'alléger la charge de la dette qui augmente néanmoins, a réduit son financement intérieur net au profit du financement extérieur, qui est passé de 282,0 milliards à 351,9 milliards de francs CFA entre 2018 et 2019. Le pays a d'ailleurs levé le 12 janvier 2021 un milliard d'euros avec deux obligations émises sur respectivement 12 et 31 ans et à des taux respectifs de 4,875 % et 6,875 %. Malgré la légère hausse de la dette survenue depuis 2016 (+ 2,3 points de pourcentage), le Fonds monétaire international (FMI) continue de considérer le risque de viabilité de la dette comme modéré, notamment grâce au reprofilage de sa composition au profit d'une dette

extérieure. De plus, le niveau de cette dette devrait décroître à la fin de la mise en œuvre du PAG.

Après une hausse en 2018 (+ 8,9 %), les recettes budgétaires ont continué de croître en 2019, mais à un rythme moins soutenu (+ 5,8 %).

Cette évolution positive se reflète particulièrement dans la hausse des recettes fiscales (+ 10,1 % en 2019). Ces dernières représentent désormais 10,6 % du PIB, encore bien en deçà de l'objectif de 20 % que se sont fixé les pays de l'UEMOA. Tout en renforçant la coordination et la modernisation de ses administrations fiscale et douanière, l'État béninois élargit son assiette fiscale en incitant les agents économiques à respecter leurs obligations fiscales. Le FMI encourage le Bénin à une réduction des exonérations de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), dans la stratégie de moyen terme du Bénin, ainsi qu'à accroître la mobilisation de ses recettes fiscales.

L'activité du système bancaire béninois a progressé entre 2018 et 2019, avec une hausse de 16,6 % de l'encours de crédit à la clientèle.

Au 31 décembre 2019, le secteur bancaire béninois était constitué de quinze banques et affichait un total de bilan agrégé de 3 795 milliards de francs CFA, en forte hausse par rapport à 2018 (+ 11,2 %).

La qualité des portefeuilles bancaires du Bénin demeure relativement faible en comparaison des autres pays de l'UEMOA.

En 2018, les taux bruts et nets de créances en souffrance des établissements de crédit se situaient respectivement à 18,2 % et 8,9 %, contre respectivement 12,5 % et 5,1 % en UEMOA. Le niveau particulièrement élevé du risque de crédit au Bénin découle de problèmes structurels qui renforcent les asymétries d'information entre prêteurs et emprunteurs. La concentration des prêts, principalement dans le secteur du commerce et en lien avec les échanges avec le Nigéria, rend les actifs des banques vulnérables à un ralentissement de l'activité au Nigéria. Un éventuel report de la réouverture très attendue des frontières commerciales avec le Nigéria risquerait donc de fragiliser plus encore les bilans des banques béninoises. Il convient cependant de noter une amélioration des indicateurs de marge et de rentabilité du secteur bancaire en 2018, repassés en territoire positif après plusieurs années de contre-performance (taux de marge nette de 14,5 % et coefficient de rentabilité de 7,3 %).

Au titre de la revue pour le versement des fonds de la facilité de crédit rapide (FCR), 100 % du quota, soit 123,8 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) ou 176 millions de dollars, le FMI estime que le Bénin a été fortement affecté par la crise. En particulier, le Fonds a fortement abaissé ses prévisions de croissance pour 2020, de 6,9 % à 3,2 %, et révisé le déficit budgétaire à la hausse (5,1 %). Il demeure toutefois optimiste pour les perspectives économiques à moyen terme. Le FMI juge toujours indispensable la mise en œuvre de réformes structurelles, particulièrement pour améliorer le climat des affaires et favoriser ainsi une croissance plus inclusive. Il souligne enfin l'importance pour le Bénin de respecter son engagement de ramener le déficit budgétaire en deçà de 3 % du PIB, conformément à la norme régionale de l'UEMOA.

ENJEUX ET DÉFIS

Le Bénin continue de faire face à plusieurs défis, certains structurels et d'autres conjoncturels. Comme pour la plupart des pays de l'UEMOA, ces défis requièrent le plus souvent des réformes structurelles et des investissements importants.

Concernant les défis immédiats, il convient de souligner l'importance de la lutte contre le risque terroriste, et le défi de la gestion des conséquences de la fermeture partielle des frontières par le Nigéria. L'économie béninoise dans son ensemble, et les finances publiques en particulier (par l'intermédiaire des recettes douanières), sont encore très dépendantes des échanges avec le Nigéria. Une réouverture totale des frontières en 2021 avec son voisin serait donc favorable à l'économie béninoise.

À plus long terme, les défis du Bénin demeurent la diversification de l'économie et la lutte contre la pauvreté. Ces défis, même s'ils n'ont pas la même temporalité, ne sont néanmoins pas sans lien avec les précédents. En particulier, une plus grande diversification de l'économie béninoise rendrait le pays moins dépendant du géant économique voisin qu'est le Nigéria. Pour ce faire, des efforts sont nécessaires pour améliorer le climat des affaires, notamment en matière d'accès au crédit et au financement, et de raccordement à l'électricité (41,5 % de la population seulement y a accès). De plus, le développement des infrastructures et des systèmes d'éducation demeure essentiel pour faciliter cette diversification de l'économie.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Plusieurs projets et investissements sont attendus dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture et du tourisme. En particulier, il convient de relever la modernisation et la densification du réseau routier, d'une part, et les constructions d'un terminal de stockage et de regazéification flottant dans le port de Cotonou, d'une centrale thermique de 140 mégawatts à Maria-Gléta et de centrales solaires photovoltaïques de 95 mégawatts, d'autre part.

Actuellement, les investissements publics bénéficient principalement aux projets clés d'infrastructure. Outre le port de Cotonou, le nouvel aéroport international de Golo-Djigbé devrait être particulièrement favorisé par cette orientation. L'investissement privé devrait, quant à lui, continuer de jouer un rôle croissant dans ces projets.

ANNEXE

Bénin – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2016	2017	2018	2019
Ressources	8 848,8	9 498,9	10 493,9	10 992,8
PIB nominal	7 005,2	7 375,3	7 915,7	8 432,2
Importations de biens et services	1 843,6	2 123,6	2 578,2	2 560,5
Emplois	8 848,8	9 498,9	10 493,9	10 992,8
Consommation finale	6 166,6	6 248,1	6 400,6	6 774,1
Publique	720,2	772,9	824,1	872,1
Privée	5 446,4	5 475,2	5 576,6	5 902,0
Formation brute de capital fixe ^{a)}	1 420,1	1 767,2	1 971,1	2 161,2
Exportations de biens et services	1 262,2	1 483,7	2 122,2	2 057,5
Épargne intérieure brute	838,7	1 127,2	1 515,0	1 658,2
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 581,4	- 639,9	- 456,0	-503,0
Taux d'investissement (en% du PIB)	20,3	24,0	24,9	25,6
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	3,3	5,7	6,7	6,9
Déflateur du PIB	0,7	- 0,4	0,6	-0,3
Prix à la consommation, en moyenne	- 0,8	1,8	0,8	-0,9

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Bénin – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
Recettes et dons	780,4	1 001,7	1 075,7	1 185,7
Recettes budgétaires	745,7	944,4	1 028,5	1 088,0
Recettes fiscales	641,1	712,8	811,3	893,3
Recettes non fiscales	104,6	231,6	217,2	194,8
Dons	34,7	57,3	47,2	97,7
Dépenses et prêts nets	1 086,2	1 318,1	1 305,9	1 227,3
Dépenses totales	1 080,7	1 311,7	1 303,4	1 231,2
Dépenses courantes	781,1	820,2	857,8	900,8
Traitements et salaires	353,8	337,3	356,7	369,7
Autres dépenses courantes	364,0	376,5	375,2	396,5
Intérêts	63,3	106,4	125,9	134,6
Sur la dette intérieure	51,4	88,4	108,8	106,8
Sur la dette extérieure	11,9	18,0	17,1	27,8
Dépenses en capital	299,6	491,5	445,6	330,4
Sur ressources intérieures	178,5	313,0	279,1	228,3
Sur ressources extérieures	121,1	178,5	166,5	102,1
Dépenses des fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	5,5	6,4	2,5	- 3,9
Solde global base engagements (hors dons)	- 340,6	- 373,8	- 277,4	- 139,3
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 305,8	- 316,5	- 230,2	- 41,6
Solde primaire de base ^{b)}	- 150,6	- 82,4	17,5	93,5
Ajustement base caisse	- 0,7	9,3	- 0,4	11,7
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	- 1,4	9,3	- 0,4	11,7
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 341,3	- 364,4	- 277,8	- 127,5
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	- 306,5	- 307,1	- 230,6	- 29,9
Financement	306,5	307,1	230,6	29,8
Financement intérieur net	224,2	185,9	- 51,4	- 322,0
Bancaire	158,0	- 69,6	- 57,1	- 33,1
Non bancaire	66,2	255,5	5,7	- 288,9
Financement extérieur net	82,3	121,2	282,0	351,9
Ajustement statistique	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette publique	2 730,3	2 927,4	3 251,8	3 485,6
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	10,6	12,8	13,0	12,9
Dépenses courantes	11,2	11,1	10,8	10,7
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 4,4	- 4,3	- 2,9	- 0,5
Dette publique	39,0	39,7	41,1	41,3

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Bénin – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 479,6	- 539,7	- 360,4	- 402,7
1 - Biens et services	- 581,4	- 639,9	- 456,0	- 503,0
Balance des biens	- 396,8	- 494,6	- 308,6	- 322,7
Exportations de biens FOB	1 052,3	1 289,9	1 857,6	1 734,5
dont : coton	97,8	243,7	300,2	327,4
anacarde	23,1	48,3	76,2	76,7
bois et ouvrages en bois	3,3	4,6	4,0	4,0
réexportations	762,7	848,4	928,6	605,0
Importations de biens FOB	- 1 449,1	- 1 784,4	- 2 166,2	- 2 057,3
Importations de biens CAF	- 1 703,5	- 2 033,8	- 2 430,0	- 2 411,8
dont : produits alimentaires	- 766,1	- 969,0	- 873,8	- 746,5
produits pétroliers	- 204,1	- 307,1	- 335,6	- 309,1
biens d'équipement	- 222,5	- 218,5	- 240,4	- 257,7
Balance des services	- 184,6	- 145,4	- 147,4	- 180,3
dont fret et assurances	- 254,4	- 249,3	- 263,8	- 354,5
2 - Revenus primaires	- 22,4	- 18,4	- 30,6	- 53,9
dont intérêts sur la dette	- 11,9	- 18,0	- 17,1	- 27,8
3 - Revenus secondaires	124,2	118,6	126,3	154,2
Administrations publiques	45,8	41,4	58,8	44,2
dont aides budgétaires	8,6	41,4	16,0	30,8
Autres secteurs	78,4	77,2	67,5	110,0
dont transferts de fonds des migrants	119,3	70,7	106,1	109,5
b - Compte de capital	81,6	113,9	109,1	133,8
c - Compte financier	- 227,7	- 303,6	- 444,7	- 314,5
Investissements directs	- 67,8	- 98,1	- 102,4	- 116,4
Investissements de portefeuille	- 50,8	- 54,5	54,0	- 328,0
Autres investissements	- 109,1	- 150,9	- 396,3	129,9
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	0,0	0,0
d - Erreurs et omissions nettes	2,4	4,0	3,3	0,0
e - Solde global (a + b - c + d)	- 168,0	- 118,3	196,9	45,6
Taux de couverture ^{a)}	68,5	69,9	82,3	80,4
Solde courant (en% du PIB)	- 6,8	- 7,3	- 4,6	- 4,8
Solde global (en% du PIB)	- 2,4	- 1,6	2,5	0,5

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménages, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Bénin – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
Court terme	515	475	611	624
Moyen terme	687	847	754	968
Long terme	104	102	58	68
Total	1 306	1 425	1 424	1 660

Source : BCEAO.

Bénin – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif				Passif			
	2017	2018	2019		2017	2018	2019
Opérations de trésorerie et interbancaires	513	436	453	Opérations de trésorerie et interbancaires	1 099	854	921
Opérations avec la clientèle	1 529	1 578	1 825	Opérations avec la clientèle	2 104	2 245	2 511
Opérations sur titres et diverses	1 078	1 220	1 313	Opérations sur titres et diverses	87	89	91
Valeurs immobilisées	390	179	204	Provisions, fonds propres et assimilés	219	226	272
Total	3 510	3 413	3 795	Total	3 510	3 413	3 795

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Bénin – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019
I. Produits bancaires	424	387	366
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5	8	9
Produits sur opérations avec la clientèle	165	145	137
Produits sur opérations sur titres et diverses	74	74	79
Produits sur opérations de change	174	156	131
Produits sur opérations hors bilan	2	4	4
Produits sur prestations de services financiers	4	4	5
Autres produits d'exploitation bancaire	0	2	1
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
Produits divers	0	0	0
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	0	- 6	0
2. Charges bancaires	265	243	229
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	38	35	27
Charges sur opérations avec la clientèle	67	65	74
Charges sur opérations sur titres et diverses	1	1	1
Charges sur fonds propres et assimilés	1	1	1
Charges sur opération de change	156	137	118
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	2	3	4
Autres charges d'exploitation bancaire	1	0	3
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
Charges diverses	0	0	0
3. Produit net bancaire (1 - 2)	159	145	137
4. Produits accessoires nets	5	6	20
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	164	151	157
6. Frais généraux	109	110	108
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	11	14	14
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	44	27	36
9. Provisions nettes sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	55	28	14
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	0	0
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	- 11	- 1	22
12. Résultat exceptionnel net	1	1	3
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôt sur les bénéfices	2	2	5
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	- 12	- 2	20

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ».

Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Bénin – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	76,5	85,3	88,5
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	- 5,7	- 1,1	7,3
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	- 7,8	- 1,7	14,5
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	19,3	21,7	18,2
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	6,8	9,7	8,9
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	69,3	61,2	55,8

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Bénin – Indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	11,9	9,6	9,8
Rapport de liquidité	100,5	102,8	110,0

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Bénin – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2018	2019
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base Tier 1 (FPB (T1))	100	100
Ratio de fonds propres (Common Equity Tier 1) ($\geq 5,625\%$)	64	69
Ratio de fonds propres de base (T1) ($\geq 6,625\%$)	64	69
Ratio de solvabilité global ($\geq 8,625\%$)	73	62
Norme de division des risques ($\leq 65\%$)	55	69
Ratio de levier ($\geq 3\%$)	64	69
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% du capital de l'entreprise)	100	92
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ($\leq 15\%$ FPB (T1))	100	100
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs (FPE))	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation ($< 15\%$ FPB (T1))	82	77
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ($< 100\%$ FPB (T1))	91	85
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ($< 20\%$ FPE)	82	85
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables ($\geq 50\%$)	82	85
Coefficient de liquidité ($\geq 50\%$)	82	92

Source : Commission bancaire de l'UMOA.